

Communiqué de Presse du Mouvement des Jeunes Socialistes du Nord.

"Supprimer les emplois aidés pour payer l'avion de Sarkozy : simple, mais il fallait y penser..."

Alors que l'état-UMP est aujourd'hui empêtré dans les affaires, des scandales Bettencourt-Woerth à Karachi, alors le fisc rembourse un chèque de 30 millions d'euros à Madame Bettencourt, alors que M. Sarkozy plaide la rigueur tout en s'offrant un avion à 176.000 SMIC, M. François Baroin, ministre du Budget, prétend faire des économies sur le dos des plus fragiles et des plus démunis !

Après les franchises médicales, la hausse du forfait hospitalier et les déremboursements de médicaments, M. Baroin décide de ralentir l'augmentation de l'aide prévue pour les personnes handicapées. Faut-il rappeler au gouvernement que pour les personnes handicapées, l'AAH est essentielle, et leur permet de vivre, tout simplement ? Il ne s'agit pas pour eux de se payer 12 000 € de cigares, des villas sur la Côte d'Azur ou des jet-privés pour partir en vacances, mais de faire face aux dépenses quotidiennes, plus lourdes dans leur situation. Si l'UMP lance une traque aux fraudeurs des prestations sociales, qu'elle ne place pas les personnes handicapées dans sa ligne de mire.

M. Baroin s'attaque également aux jeunes, en leur demandant de choisir entre la demi-part fiscale et l'aide personnalisée au logement (APL). Cette mesure touchera en priorité celles et ceux d'entre nous issus des classes les plus modestes, déjà premières victimes de la hausse du chômage et de la crise du logement. Elle va à rebours d'une politique ambitieuse pour notre pays et pour ses jeunes, à l'encontre d'une politique visant à faciliter l'insertion de chacun dans notre société. Fadela Amara et Christian Estrosi logent des membres de leur famille dans leur logement de fonction, François Baroin veut mettre des milliers d'étudiants à la rue.

Face à un gouvernement qui a visiblement choisi de gouverner contre l'intérêt général, de gouverner au seul profit d'une petite minorité de privilégiés, avec leur soutien, financier au besoin, nous ne céderons pas ! Nous combattons ces mesures et le bouclier fiscal. Nous refusons de mettre en difficulté les plus défavorisés et les plus fragiles de nos concitoyens, tout en continuant à épargner les plus riches des efforts supplémentaires requis. Cette politique honteuse n'apporte aucune solution sérieuse et juste à la question bien réelle des déficits publics.

L'objectif et le symbole de la droite sont clairs : il s'agit de faire payer aux jeunes les plus démunis et aux handicapés le prix d'une crise qui n'est pas la leur, plutôt que de toucher aux revenus des plus riches, pourtant scandaleusement enrichis par la politique menée depuis 8 ans par la droite. A cela, nous opposons un cri d'alerte : la République ne doit pas abandonner ses citoyens les plus fragiles !